



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2024170-0001

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'implantation temporaire d'un chapiteau de stockage de produits finis par les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MOULINS SOUFFLET sur le territoire de la commune de DIENVILLE

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment l'article R.181-46 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012243-004 du 30 août 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2022112-0001 du 22 avril 2022 actualisant les prescriptions applicables ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023069-0001 du 10 mars 2023 portant sur la démolition, puis l'implantation de bureaux de silo ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le porter-à-connaissance relatif à l'implantation d'un chapiteau temporaire de stockage, transmis par l'exploitant en date du 8 septembre 2023 ;

VU l'avis exprimé par le SDIS de l'Aube le 26 janvier 2024 ;

VU le rapport et les propositions du 14 février 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier recommandé avec accusé de réception du 8 avril 2024, transmettant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations à l'autorité administrative ;

VU l'absence d'observations présentées par l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'implantation du chapiteau sont préalablement encadrées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a démontré la conformité du projet à ces dispositions ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a sollicité l'aménagement de prescriptions pour lesquelles il a démontré les inconvénients et contraintes engendrés par le respect des dispositions de l'arrêté ministériel ;

CONSIDÉRANT qu'il a recherché des solutions techniques équivalentes ;

CONSIDÉRANT qu'il a proposé des mesures compensatoires permettant de répondre aux objectifs de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et de s'assurer de ne pas porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, qu'il convient d'acter les aménagements accordés et de reprendre les mesures compensatoires proposées par l'exploitant, voire de les renforcer au regard de l'analyse réalisée dans le rapport de l'inspection susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'aucun des impacts recensés n'a été identifié comme étant de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT, en particulier, que le risque incendie est maîtrisé avec un stockage limité de matières combustibles ayant un faible pouvoir calorifique, un nombre restreint de source d'ignition, une absence d'effets sur l'installation existante et une unique personne exposée ;

CONSIDÉRANT que ce dossier n'a pas fait apparaître d'augmentation du niveau de risque sur ce site ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, que le porter-à-connaissance relatif à l'implantation et l'exploitation d'un chapiteau de stockage des produits finis démontre que le projet présenté par les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MOULINS SOUFFLET n'est pas substantiel au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT toutefois qu'au regard des risques résiduels prévus après travaux selon les modalités proposées dans le rapport SOCOTEC « EK/1K0/20/934 – version 2 » du 15 février 2021, une servitude d'utilité publique est nécessaire conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021188-0001 du 7 juillet 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pris en compte ce risque dans le porter-à-connaissance ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de la demande de l'inspection, il a précisé par courriel du 26 janvier 2024 que ce chapiteau sera équipé de grilles d'aération sur chaque pointe de pignon pour un renouvellement naturel permanent de l'air et qu'il sera équipé de deux portes issues de secours donnant vers l'extérieur qui pourront également être ouvertes pour assurer un renouvellement d'air ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, que l'inspection des installations classées estime ces mesures insuffisantes et qu'il convient de compléter les dispositions applicables au chapiteau par des prescriptions prenant en compte les risques associés à cette problématique ;

CONSIDÉRANT qu'il convient conformément aux articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'Environnement, d'encadrer le fonctionnement de cet établissement, relevant du régime de l'autorisation, par des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1, titre 1er, livre V du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Sommaire

TITRE 1 – PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES.....	5
CHAPITRE 1.1. – NATURE DES INSTALLATIONS.....	5
Article 1.1.1. Consistance des installations.....	5
Article 1.1.2. Durée de l'autorisation.....	5
CHAPITRE 1.2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES.....	5
Article 1.2.1. Arrêtés ministériels de prescriptions générales.....	5
Article 1.2.2. Aménagements des prescriptions.....	5
Article 1.2.3. Compléments, renforcement des prescriptions.....	5
TITRE 2 – AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....	6
CHAPITRE 2.1. – EAUX PLUVIALES.....	6
Article 2.1.1. Collecte des eaux pluviales de toiture du chapiteau.....	6
CHAPITRE 2.2. ACCÈS AUX ISSUES ET QUAIS DE DÉCHARGEMENT.....	6
Article 2.2.1. Largeur d'accès aux issues du chapiteau.....	6
CHAPITRE 2.3. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....	6
Article 2.3.1. Résistance au feu de la structure du chapiteau.....	6
Article 2.3.2. Absence de caractère BROOF (t3) de la toiture.....	6
CHAPITRE 2.4. DÉSENFUMAGE.....	6
Article 2.4.1. Absence d'exutoire de fumées.....	6
CHAPITRE 2.5. EAUX D'EXTINCTION INCENDIE.....	6
Article 2.5.1. Dispositif d'obturation.....	6
CHAPITRE 2.6. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.....	7
Article 2.6.1. Absence de robinets d'incendie armés.....	7
TITRE 3 – PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES.....	7
CHAPITRE 3.1. ACCÈS AUX ISSUES ET QUAIS DE DÉCHARGEMENT.....	7
Article 3.1.1. Accès aux issues du chapiteau.....	7
CHAPITRE 3.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉQUIPEMENTS MÉTALLIQUES.....	7
Article 3.2.1. Équipements électriques.....	7
CHAPITRE 3.3. CONDITIONS DE STOCKAGE.....	7
Article 3.3.1. Restriction de stockage.....	7
CHAPITRE 3.4. ÉVACUATION DU PERSONNEL.....	7
Article 3.4.1. Présence du personnel sous le chapiteau.....	7
CHAPITRE 3.5. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.....	8
Article 3.5.1. Exercice de défense contre l'incendie.....	8
Article 3.5.2. Extincteurs extérieurs.....	8
CHAPITRE 3.6. CONSIGNES.....	8
Article 3.6.1. Consignes spécifiques relatives à l'évacuation du chapiteau.....	8
TITRE 4 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	9
CHAPITRE 4.1. QUALITÉ DE L'AIR AMBIANT INTÉRIEUR.....	9
Article 4.1.1. Compatibilité avec l'usage défini.....	9
Article 4.1.2. Ventilation.....	9
Article 4.1.3. Surveillance.....	9
Article 4.1.4. Consigne spécifique.....	9
TITRE 5 – NOTIFICATION – PUBLICATION – EXÉCUTION.....	9
CHAPITRE 5.1. NOTIFICATION ET PUBLICATION.....	9
CHAPITRE 5.2. EXÉCUTION.....	10

TITRE 1 – PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. – NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.1.1. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

En complément des dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2022 :

Un chapiteau de stockage temporaire des produits finis est implanté à 1,20 m du bâtiment de stockage des mixes.

ARTICLE 1.1.2. DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation d'exploiter le chapiteau de stockage de produits finis est accordée pour une durée de trois années à compter de la date de mise en fonctionnement des installations.

CHAPITRE 1.2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.2.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

L'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts soumis à déclaration s'applique :

- aux bâtiments de stockage existants dans les conditions fixées au point I de l'annexe VI et à l'annexe VIII ;
- au chapiteau de stockage temporaire dans les conditions fixées à l'annexe II, sauf pour les dispositions aménagées au Titre 2 « Aménagements des prescriptions » du présent arrêté.

ARTICLE 1.2.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS

En référence à la demande de l'exploitant au regard de l'article R. 512-52 du code de l'environnement, sont aménagées, conformément aux dispositions du Titre 2 « Aménagements de prescriptions » du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 modifié :

- alinéa 1 du point 1.6.4 « Collecte des eaux pluviales de toiture du chapiteau »
- alinéa 2 du point 3.4 « Largeur d'accès aux issues du chapiteau »
- alinéas 3 et 7 du point 4 « Dispositions constructives »
- point 5 « Désenfumage »
- alinéa 4 du point 11 « Caractère manuel du dispositif d'obturation des eaux d'extinction d'incendie »
- point 13 « Absence de robinets d'incendie armés (RIA) »

ARTICLE 1.2.3. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées, dans le présent arrêté, par les dispositions du Titre 3 « Prescriptions complémentaires » du présent arrêté.

TITRE 2 – AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Ces aménagements concernent uniquement l'implantation et l'exploitation du chapiteau temporaire de stockage des produits finis.

CHAPITRE 2.1. – EAUX PLUVIALES

ARTICLE 2.1.1. COLLECTE DES EAUX PLUVIALES DE TOITURE DU CHAPITEAU

L'alinéa 1 du point 1.6.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié est remplacé par l'article 9 intitulé « Identification et localisation des points de rejet aqueux » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2022.

CHAPITRE 2.2. ACCÈS AUX ISSUES ET QUAIS DE DÉCHARGEMENT

ARTICLE 2.2.1. LARGEUR D'ACCÈS AUX ISSUES DU CHAPITEAU

L'alinéa 2 du point 3.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié n'est pas applicable au chapiteau.

Les issues de secours du chapiteau sont manœuvrables depuis l'extérieur.

CHAPITRE 2.3. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

ARTICLE 2.3.1. RÉSISTANCE AU FEU DE LA STRUCTURE DU CHAPITEAU

L'alinéa 3 du point 4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié n'est pas applicable au chapiteau.

ARTICLE 2.3.2. ABSENCE DE CARACTÈRE BROOF (T3) DE LA TOITURE

En lieu et place des dispositions de l'alinéa 7 du point 4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié :

La couverture du chapiteau est en membrane souple de type B s2 d0, c'est-à-dire combustible difficilement inflammable (M2) et non gouttant.

CHAPITRE 2.4. DÉSENFUMAGE

ARTICLE 2.4.1. ABSENCE D'EXUTOIRE DE FUMÉES

Le point 5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié n'est pas applicable au chapiteau.

CHAPITRE 2.5. EAUX D'EXTINCTION INCENDIE

ARTICLE 2.5.1. DISPOSITIF D'OBTURATION

En lieu et place des dispositions de l'alinéa 4 du point 11 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié :

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

CHAPITRE 2.6. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 2.6.1. ABSENCE DE ROBINETS D'INCENDIE ARMÉS

Le point 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié est remplacé par l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2022.

TITRE 3 – PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

CHAPITRE 3.1. ACCÈS AUX ISSUES ET QUAIS DE DÉCHARGEMENT

ARTICLE 3.1.1. ACCÈS AUX ISSUES DU CHAPITEAU

En renforcement des dispositions du point 3.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié

L'accès des secours est réalisé à travers les bâtiments, depuis l'issue située au Sud du bâtiment dédié au stockage des mixes. Depuis cette issue, un accès au chapiteau d'une largeur minimale de 1,8 mètre permet le passage des dévidoirs. Le cheminement à suivre est indiqué au sol de manière visible.

CHAPITRE 3.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉQUIPEMENTS MÉTALLIQUES

ARTICLE 3.2.1. ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES

En renforcement des dispositions du point 15 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié

Hormis l'éclairage, le chapiteau n'abrite aucun équipement électrique.

CHAPITRE 3.3. CONDITIONS DE STOCKAGE

ARTICLE 3.3.1. RESTRICTION DE STOCKAGE

En renforcement des dispositions du point 9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié

Le stockage de produits chimiques, inflammables ou liquide est interdit sous le chapiteau.

Une allée de 4,8 m reste libre de tout stockage dans l'alignement du sas, sur toute la largeur du chapiteau. Une allée de 6,5 m reste libre de tout stockage sur toute la longueur du chapiteau, dans l'alignement des deux issues de secours.

Une allée d'une largeur minimale de 1,8 m reste libre dans le bâtiment existant de stockage des mixes depuis l'accès Sud du bâtiment jusqu'au sas d'accès au chapiteau. Le sas est libre de tout stockage.

CHAPITRE 3.4. ÉVACUATION DU PERSONNEL

ARTICLE 3.4.1. PRÉSENCE DU PERSONNEL SOUS LE CHAPITEAU

En renforcement des dispositions du point 14 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié

Aucun personnel n'est présent en permanence sous le chapiteau. Le personnel assurant le stockage et le déstockage des produits finis est limité à trois personnes présentes simultanément sous le chapiteau.

CHAPITRE 3.5. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

En renforcement des dispositions du point 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié et des dispositions de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 2012 :

ARTICLE 3.5.1. EXERCICE DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation du chapiteau, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé tous les six mois. À l'occasion de cet exercice, le dispositif d'obturation assurant le confinement des eaux d'extinction d'incendie est systématiquement mis en œuvre par le personnel formé à cet effet.

ARTICLE 3.5.2. EXTINCTEURS EXTÉRIEURS

Un extincteur est implanté à proximité de chacune des issues, à l'extérieur du chapiteau, pour permettre une intervention à distance.

CHAPITRE 3.6. CONSIGNES

ARTICLE 3.6.1. CONSIGNES SPÉCIFIQUES RELATIVES À L'ÉVACUATION DU CHAPITEAU

En lieu et place des dispositions du point 21 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;
- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;
- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;
- les consignes d'évacuation, notamment l'obligation pour le personnel présent dans le chapiteau de sortir immédiatement lors du déclenchement de l'alarme incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

TITRE 4 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

CHAPITRE 4.1. QUALITÉ DE L'AIR AMBIANT INTÉRIEUR

ARTICLE 4.1.1. COMPATIBILITÉ AVEC L'USAGE DÉFINI

Avant sa mise en exploitation, l'exploitant démontre que la conception et l'usage du bâtiment projeté sont possibles sous réserve d'une gestion de la contamination du sol démontrant l'atteinte de seuils en HCT (hydrocarbures totaux), HAP (hydrocarbures aromatiques), BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) permettant des risques sanitaires compatibles. Ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations et de l'inspection du travail.

ARTICLE 4.1.2. VENTILATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, le chapiteau est convenablement ventilé pour éviter tout risque de formation d'atmosphère toxique. La ventilation assure en permanence un balayage de l'atmosphère du chapiteau, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant un renouvellement de l'air adapté aux pollutions résiduelles présentes dans les sols.

ARTICLE 4.1.3. SURVEILLANCE

Une surveillance de l'air ambiant intérieur est réalisée mensuellement les trois premiers mois, puis semestriellement, pour les paramètres suivants : HCT (hydrocarbures totaux), HAP (hydrocarbures aromatiques), BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes).

Les prélèvements sont réalisés conformément au code A240 de la norme NF X31-620 relative à l'air ambiant.

Les résultats sont comparés aux valeurs guides de qualité d'air intérieur (VGAI) et aux valeurs toxicologiques de référence (VTR) relative à l'inhalation de l'air ambiant. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.1.4. CONSIGNE SPÉCIFIQUE

L'exploitant met en place une consigne spécifique, qui interdit à tous les employés de « séjourner » dans le chapiteau, en dehors des opérations indispensables. Cette consigne est affichée aux entrées du chapiteau et définit explicitement les personnes autorisées à pénétrer dans le chapiteau.

TITRE 5 – NOTIFICATION – PUBLICATION – EXÉCUTION

CHAPITRE 5.1. NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié à la directrice des sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MOULINS SOUFFLET.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de DIENVILLE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de DIENVILLE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

CHAPITRE 5.2. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de DIENVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **18 JUIN 2024**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.